



Coalition Tchadienne pour la Cour Pénale Internationale

(AEPT, AFJT, AVCRP, ATNV, TNV, ACAT-TCHAD, CELIAF, JEC, ATPDH...)

Siège social N'Djaména, Contact provisoire : (235) 66 28 93 20

COMMUNIQUE DE PRESSE

Pourquoi la Cour Pénale Internationale ?

Le 17 juillet 2018 marque le 20^{ème} anniversaire de l'adoption des Statuts de Rome créant la Cour Pénale internationale (CPI). Depuis cette date, la CPI a essuyé beaucoup de critiques. Certaines personnes pensent que la CPI n'est créée uniquement que pour juger les africains. Quelques pays africains ont même décidé de se retirer des Statuts de Rome. L'Union africaine tente de se retirer des Statuts de Rome en créant la Cour Africaine de Justice et des Droits de l'homme. Même si cette Cour africaine pourrait jouer un rôle positif dans le contexte africain, l'un de ses aspects les plus controversés est l'immunité accordée aux Chefs d'État et de gouvernement, ainsi qu'aux hauts responsables publics en exercice. Cette immunité les met à l'abri de toutes poursuites pénales.

Au lendemain de la Seconde Guerre mondiale (1939-1945), la communauté internationale avait reconnu la nécessité de faire face aux atrocités de masse. Le tribunal militaire international de Nuremberg, en Allemagne, et le Tribunal des crimes de guerre de Tokyo ont été les premiers à être créés pour poursuivre des individus de haut rang complices des crimes de guerre.

La création d'un système permanent de justice pénale internationale est devenue évidente. Les événements atroces des années 1990 en Yougoslavie, au Rwanda et en Sierra Leone ont conduit à la création de tribunaux ad hoc pour juger les actes de génocide et de crimes contre l'humanité. Bien que ces tribunaux aient des mandats et des compétences limités, leurs succès considérables ont mené à des consultations et, finalement, à la décision de créer une cour permanente qui aura compétence pour juger tous les crimes internationaux.

C'est ainsi que le 17 juillet 1998, environ 160 États se sont réunis à Rome pour créer une Cour pénale internationale (CPI). Environ 120 États ont voté en faveur du texte final et le Statut de Rome avait été établie. La CPI est une Cour permanente ayant compétence sur les crimes de guerre, crimes contre l'humanité, le génocide et le crime d'agression, etc.

En Afrique 33 ont ratifié les Statuts de Rome. Le Tchad l'a ratifié, le 1^{er} novembre 2006 et a domestiqué certaines de ses dispositions dans le code pénal du 08 mai 2017.

Le Statut de Rome reconnaît aux États la responsabilité de détecter, enquêter, poursuivre les crimes sous leur juridiction par le biais du principe de la complémentarité. Ce principe signifie que les États ont l'obligation primaire d'enquêter et de poursuivre les responsables de crimes internationaux, mais aussi que la Cour interviendra lorsque les États ne sont pas engagés véritablement ou n'ont pas la capacité de le faire.

A ce jour, la CPI a entrepris onze enquêtes en Afrique. Le procès de Jean Pierre BEMBA de la République Démocratique du Congo s'est terminé par son acquittement en phase d'appel. Les détracteurs de la CPI

pensent qu'à travers cette décision, il n'y a pas de sérieux dans les poursuites engagées par le Bureau du Procureur. Cependant, il faut noter cette décision vient renforcer plutôt la crédibilité de la Cour. Toutes les personnes poursuivies jouissent de la présomption d'innocence jusqu'à l'établissement de leur culpabilité. C'est ce principe qui a été appliqué à Jean Pierre BEMBA.

Les citoyens Africains sont confrontés aux violations massives des droits de l'homme, orchestrés par les dirigeants de leurs pays. Ces citoyens demandent le respect de la dignité humaine et la redevabilité de la part des auteurs de ces actes. Ainsi donc, la CPI demeure la seule institution en dernier ressort pour punir ses acteurs et faire justice aux victimes. La CPI doit donc être soutenue à cet égard.

Il y a une nécessité de soutenir les activités de la CPI pour lui permettre de poursuivre les auteurs, commanditaires et complices des crimes atroces, des violations graves des droits de l'homme et de faire justice aux victimes.

Pour la Coalition Tchadienne



Maître NODJITLOUM Salomon

